

Ministère des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones

Autorités compétentes pour l'application de certaines dispositions du règlement pour le transport de matières dangereuses sur le Rhin (A.D.N.R.) approuvé par l'arrêté royal du 2 décembre 1971, p. 8884.

Ministère de la Justice

Direction du *Moniteur belge*. Brochures et tirés à part, p. 8884.

Ministère de l'Education nationale et de la Culture française

Université de l'Etat à Mons. Cours à conférer, p. 8886. — Examen d'aptitude aux fonctions d'inspectrice cantonale des classes gardiennes (régime français). Résultat, p. 8887.

Ministère de l'Education nationale et de la Culture néerlandaise

Université de l'Etat à Gand. Cours à conférer, p. 8887.

Ministerie van Verkeerswezen en van Posterijen, Telegrafie en Telefonie

Autoriteiten die bevoegd zijn voor de toepassing van sommige beschikkingen van het reglement voor het vervoer van gevaarlijke stoffen over de Rijn (A.D.N.R.) goedgekeurd bij koninklijk besluit van 2 december 1971, bl. 8884.

Ministerie van Justitie

Bestuur van het *Belgisch Staatsblad*. Brochures en overdrukken, bl. 8884.

Ministerie van Nationale Opvoeding en Franse Cultuur

Rijksuniversiteit te Bergen. Te begeven cursussen, bl. 8886. — Bekwaamheidsexamen voor het ambt van kantonale inspectrice van het kleuteronderwijs (Frans taastelsel). Uitslag, bl. 8887.

Ministerie van Nationale Opvoeding en Nederlandse Cultuur

Rijksuniversiteit te Gent. Te begeven cursussen, bl. 8887.

**LOIS, DÉCRETS,
ARRÊTÉS ET ACTES DU GOUVERNEMENT****MINISTÈRE DES FINANCES**

30 MAI 1972

Loi adaptant le Code des impôts sur les revenus au Code judiciaire (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. Dans le texte néerlandais de l'article 207 du Code des impôts sur les revenus, le mot « dwangbevelen » est remplacé par le mot « dwangschriften ».

Art. 2. Dans l'article 208 du même Code, dont les dispositions actuelles formeront le § 1er, sont apportées les modifications suivantes :

1. dans le texte néerlandais, le mot « betekening » est remplacé par le mot « kennisgeving »;

2. il est ajouté un § 2 rédigé comme suit :

« Lorsqu'une demande en justice a pour objet, même partiellement, des mesures destinées à effectuer ou à garantir le recouvrement de l'impôt, y compris tous additionnels, accroissements et amendes, ainsi que des intérêts et frais y relatifs, le délai de cassation ainsi que le pourvoi en cassation sont suspensifs ».

Art. 3. L'article 231 du même Code est abrogé.

Art. 4. Dans l'article 232, alinéa 3, du même Code, les mots « l'article 262 du Code de procédure civile » sont remplacés par les mots « l'article 934 du Code judiciaire ».

Art. 5. A l'article 244 du même Code, les mots « les huissiers » sont remplacés par les mots « les huissiers de justice » et le mot « avoués » est supprimé.

Art. 6. Dans l'article 260 du même Code, les mots « soit dans les trois mois de la date de la décision définitive du directeur des contributions, soit dans les six mois de la décision judiciaire coulée en force de chose jugée » sont remplacés par les mots « soit dans les trois mois de la date à laquelle la décision du directeur des

(1) Session 1971-1972.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 218.

Session 1971-1972.

Sénat.

Documents parlementaires. — Rapport, n° 304.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 3 mai 1972.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 216/1.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séances des 17 et 18 mai 1972.

**WETTEN, DECRETEN,
BESLUITEN EN AKTEN DER REGERING****MINISTERIE VAN FINANCIËN**

30 MEI 1972.

Wet tot aanpassing van het Wetboek van de inkomstenbelastingen aan het Gerechtelijk Wetboek (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel 207 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen wordt het woord « dwangbevelen » vervangen door het woord « dwangschriften ».

Art. 2. In artikel 208 van hetzelfde Wetboek, waarvan de huidige bepalingen § 1 zullen vormen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. het woord « betekening » wordt vervangen door het woord « kennisgeving »;

2. een als volgt luidende § 2 wordt toegevoegd :

« Wanneer een vordering voor het gerecht, zelfs gedeeltelijk, maatregelen tot onderwerp heeft welke ertoe strekken de invordering te verwezenlijken of te waarborgen van de belasting, en inbegrepen alle opcentiemen, verhogingen en boeten, alsmede van de desbetreffende interesten en kosten, hebben de cassatietermijn zomede de voorziening in cassatie schorsende kracht ».

Art. 3. Artikel 231 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 4. In artikel 232, lid 3, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « artikel 262 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering » vervangen door de woorden « artikel 934 van het Gerechtelijk Wetboek ».

Art. 5. In artikel 244 van hetzelfde Wetboek worden de woorden « de deurwaarders » vervangen door de woorden « de gerechtsdeurwaarders » en het woord « pleitbezorger » wordt geschrapt.

Art. 6. In artikel 260 van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « zulks hetzij binnen drie maanden van de definitieve beslissing van de directeur der belastingen, hetzij binnen zes maanden na de in kracht van gewijsde gegane rechterlijke beslissing » vervangen door de woorden « zulks hetzij binnen drie maanden van

(1) Zitting 1970-1971.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp, nr. 218.

Zitting 1971-1972.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Verslag, nr. 304.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 3 mei 1972.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp, nr. 216/1.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 17 en 18 mei 1972.

contributions n'est plus susceptible d'un recours visé aux articles 278 à 286, soit dans les six mois de la date à laquelle la décision judiciaire n'est plus susceptible des recours visés aux articles 288 à 292 ».

Art. 7. Dans le texte néerlandais de l'article 276 du même Code, les mots « deze wordt de belastingschuldige bij ter post aangezekende brief betekend » sont remplacés par les mots « de kennisgeving hiervan aan de belastingschuldige geschiedt bij ter post aangezekende brief ».

Art. 8. § 1er. Dans le texte néerlandais du Titre VII, Chapitre VII, Section III et de la Sous-section première de la Section III du même Code le mot « Verhaal » est remplacé par le mot « Voorziening ».

§ 2. Dans l'article 278 du même Code, les mots « peuvent être l'objet d'un recours devant la Cour d'appel dans le ressort de laquelle la cotisation attaquée est établie » sont remplacés par les mots « peuvent être l'objet d'un recours devant la Cour d'appel dans le ressort de laquelle est situé le bureau où la perception a été ou doit être faite ».

Art. 9. L'article 279 du même Code, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 279. Le recours est formé par requête, faite en personne ou par avocat, déposée au greffe de la Cour d'appel et signifiée par exploit d'huissier de justice au directeur des contributions qui a rendu la décision. »

Art. 10. L'article 280 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« La requête et l'original de la signification doivent, à peine de déchéance, être déposés au greffe de la Cour dans le délai de quarante jours à partir de la notification de la décision à l'intéressé. »

Art. 11. 1. Dans l'article 281, alinéa premier, du même Code, le mot « notification » est remplacé par le mot « signification ».

2. Dans le texte néerlandais de l'article 281, dernier alinéa, du même Code, le mot « betekend » est remplacé par les mots « ter kennis gegeven ».

Art. 12. Dans l'article 282 et dans l'article 283, alinéas 1er et 2, du même Code, le mot « francs » est supprimé.

Art. 13. Dans l'article 285 du même Code, les mots « la remise du recours au greffe de la Cour d'appel » sont supprimés et le mot « dénonciation » est remplacé par le mot « signification ».

Art. 14. L'article 287 du même Code est remplacé par la disposition suivante et est inséré au Titre VII, Chapitre VII, Section III, Sous-section II :

« Article 287. Le délai de cassation ainsi que le pourvoi en cassation sont suspensifs. »

Art. 15. Dans le texte néerlandais du Titre VII, Chapitre VII, Section III, Sous-section II et de l'article 288, du même Code, le mot « verbreking » est remplacé par le mot « cassatie ».

Art. 16. 1. Dans l'article 289, alinéa 2, du même Code, les mots « le délai de nonante jours francs à compter de la notification » sont remplacés par les mots « le délai de trois mois à compter de la notification ».

2. Dans le texte néerlandais de l'article 289, alinéas 1er et 3, du même Code, le mot « verbreking » est remplacé par le mot « cassatie ».

Art. 17. 1. Dans l'article 290, alinéa 1er, du même Code, le mot « francs » est supprimé.

2. Dans le texte néerlandais de l'article 290 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

a) dans les alinéas 1er et 2, le mot « verbreking » est remplacé par le mot « cassatie »;

b) dans les alinéas 1er et 2, le mot « betekening » est remplacé par le mot « kennisgeving ».

Art. 18. 1. Dans l'article 292, alinéa 2, du même Code, le mot « francs » est supprimé.

2. Dans le texte néerlandais de l'article 292 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

a) dans les alinéas 1 et 2, le mot « verbreking » est remplacé par le mot « cassatie »;

b) dans l'alinéa 2, le mot « betekening » est remplacé par le mot « kennisgeving ».

de datum waarop de beslissing van de directeur der belastingen niet meer vatbaar is voor een voorziening als bedoeld bij de artikelen 278 tot 286, hetzij binnen zes maanden van de datum waarop de rechterlijke beslissing niet meer vatbaar is voor de voorzieningen als bedoeld bij de artikelen 288 tot 292 ».

Art. 7. In artikel 276 van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « deze wordt de belastingschuldige bij ter post aangezekende brief betekend » vervangen door de woorden « de kennisgeving hiervan aan de belastingschuldige geschiedt bij ter post aangezekende brief ».

Art. 8. § 1. In Titel VII, Hoofdstuk VII, Afdeling III, en in Onderafdeling I van Afdeling III van hetzelfde Wetboek wordt het woord « Verhaal » vervangen door het woord « Voorziening ».

§ 2. In artikel 278 van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « kan men in beroep komen bij het Hof van beroep in welks gebied de bestreden aanslag vastgesteld is » vervangen door de woorden « kan men een voorziening indienen bij het Hof van beroep in wiens gebied het kantoor gelegen is waar de belasting is of moet worden geïnd ».

Art. 9. Artikel 279 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 279. De voorziening wordt ingesteld bij een in persoon of door een advocaat opgemaakt verzoekschrift, dat ter griffie van het Hof van beroep wordt afgegeven en bij gerechtsdeurwaardersexploot wordt betekend aan de directeur der belastingen die de beslissing heeft gewezen ».

Art. 10. Artikel 280 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door volgende bepaling :

« Het verzoekschrift en het origineel van de betekening moeten, op straffe van verval, binnen een termijn van veertig dagen, te rekenen van de kennisgeving van de beslissing aan belanghebbende, ter griffie van het Hof worden neergelegd. »

Art. 11. 1. In de Franse tekst van artikel 281, lid 1, van hetzelfde Wetboek, wordt het woord « notification » vervangen door het woord « signification ».

2. In artikel 281, laatste lid, van hetzelfde Wetboek, wordt het woord « betekend » vervangen door het woord « ter kennis gegeven ».

Art. 12. In artikel 282 en in artikel 283, eerste en tweede lid, van hetzelfde Wetboek, wordt het woord « vrije » geschrapt.

Art. 13. In artikel 285 van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « De afgifte van het beroep ter griffie van het Hof van beroep » geschrapt en het woord « aanzegging » wordt vervangen door het woord « betekening ».

Art. 14. Artikel 287 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen en ingevoegd in Titel VII, Hoofdstuk VII, Afdeling III, Onderafdeling II :

« Artikel 287. De cassatietermijn zomede de voorziening in cassatie hebben schorsende kracht. »

Art. 15. In Titel VII, Hoofdstuk VII, Afdeling III, Onderafdeling II en in artikel 288 van hetzelfde Wetboek, wordt het woord « verbreking » vervangen door het woord « cassatie ».

Art. 16. 1. In artikel 289, lid 2, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « een termijn van negentig vrije dagen te rekenen van de betekening » vervangen door de woorden « een termijn van drie maanden te rekenen van de kennisgeving ».

2. In artikel 289, leden 1 en 3, van hetzelfde Wetboek, wordt het woord « verbreking » vervangen door het woord « cassatie ».

Art. 17. 1. In artikel 290, lid 1, van hetzelfde Wetboek, wordt het woord « vrije » geschrapt.

2. In artikel 290 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in lid 1, wordt het woord « verbreking » vervangen door het woord « cassatie »;

b) in de leden 1 en 2, wordt het woord « betekening » vervangen door het woord « kennisgeving ».

Art. 18. 1. In artikel 292, lid 2, van hetzelfde Wetboek, wordt het woord « vrije » geschrapt.

2. In artikel 292 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in leden 1 en 2 wordt het woord « verbreking » vervangen door het woord « cassatie »;

b) in lid 2, wordt het woord « betekening » vervangen door het woord « kennisgeving ».

Art. 19. 1. Dans l'article 293, § 1er, du même Code, les mots « notifier » et « notification » sont remplacés respectivement par les mots « signifier » et « signification ».

2. Dans le texte néerlandais de l'article 293, § 1er, alinéa 1er, du même Code, les mots « te betekenen » sont insérés entre les mots « mogen de » et « exploten ».

Art. 20. Dans l'article 300 du même Code, les mots « de l'article 551 du Code de procédure civile » sont remplacés par les mots « de l'article 1494 du Code judiciaire ».

Art. 21. Dans l'article 301, alinéa 1er, du même Code, les mots « voies de droit » sont remplacés par les mots « voies d'exécution ».

Art. 22. L'article 304, alinéa 3, du même Code, modifié par l'article 5 de l'arrêté royal n° 23 du 23 mai 1967, est remplacé par la disposition suivante :

« Si le redevable conteste que les droits du Trésor sont en péril, il est statué sur la contestation, suivant les formes du référé, par le juge des saisies du lieu du bureau où la perception doit être faite ».

Art. 23. Dans le texte néerlandais de l'article 306 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

a) les mots « wordt de betekening van de in artikel 276 bedoelde beslissing niet gedaan » sont remplacés par les mots « geschiedt de kennisgeving van de in artikel 276 bedoelde beslissing niet »;

b) le pénultième mot « betekend » est remplacé par les mots « ter kennis gegeven ».

Art. 24. L'article 310bis, § 2, du même Code, inséré par l'article 6 de l'arrêté royal n° 23 du 23 mai 1967, est remplacé par la disposition suivante :

« Dans les dix jours de la notification de la décision exigeant une garantie réelle ou une caution personnelle, le redevable peut introduire, contre cette décision, une demande en référé devant le président du tribunal de première instance du lieu du bureau où la perception doit être faite ».

Art. 25. Dans l'article 315 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

a) à l'alinéa 2, le mot « huissiers » est remplacé par les mots « huissiers de justice »;

b) dans le texte néerlandais de l'alinéa 3, les mots « op termijn » sont remplacés par les mots « met tijdsbepaling ».

Art. 26. Dans le texte néerlandais de l'article 319 du même Code, le mot « verhaal » est remplacé par le mot « beroep ».

Art. 27. Au texte néerlandais de l'article 325 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

a) le mot « betekenen » est remplacé par les mots « wordt door »;

b) les mots « kennisgegeven van » sont insérés entre les mots « brief » et « het bedrag ».

Art. 28. Dans le texte néerlandais de l'article 326 du même Code, modifié par l'article 9 de l'arrêté royal n° 23 du 23 mai 1967, sont apportées les modifications suivantes :

a) à l'alinéa 1er, le mot « betekening » est remplacé par le mot « kennisgeving »;

b) à l'alinéa 4, le mot « betekend » est remplacé par les mots « ter kennis gegeven ».

Art. 29. Dans le texte néerlandais de l'article 327 du même Code, le mot « betekend » est remplacé par les mots « ter kennis gegeven ».

Art. 30. Dans le texte néerlandais de l'article 331, alinéa 1er, du même Code, le mot « betekening » est remplacé par le mot « kennisgeving ».

Art. 31. Dans le texte néerlandais de l'article 333, alinéa 2, du même Code, le mot « betekening » est remplacé par le mot « kennisgeving ».

Art. 32. Dans le texte néerlandais de l'article 337, dernier alinéa, du même Code, le mot « betekend » est remplacé par les mots « ter kennis gegeven ».

Art. 33. Dans le texte néerlandais de l'article 338 du même Code, les mots « zijn verhaal heeft genomen » sont remplacés par les mots « beroep heeft ingesteld ».

Art. 19. 1. In de Franse tekst van artikel 293, § 1, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « notifier » en « notification » respectievelijk vervangen door de woorden « signifier » en « signification ».

2. In artikel 293, § 1, lid 1, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « te betekenen » ingevoegd tussen de woorden « mogen de » en « exploten ».

Art. 20. In artikel 300 van hetzelfde Wetboek worden de woorden « artikel 551 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering » vervangen door de woorden « artikel 1494 van het Gerechtelijk Wetboek ».

Art. 21. In artikel 301, lid 1, van hetzelfde Wetboek wordt het woord « rechtsmiddelen » vervangen door de woorden « middelen tot tenuitvoerlegging ».

Art. 22. Artikel 304, lid 3, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd door artikel 5 van het koninklijk besluit nr. 23 van 23 mei 1967 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Wanneer de belastingschuldige betwist dat de rechten van de Schatkist in gevaar verkeren, wordt er over de betwisting uitspraak gedaan, zoals in kort geding, door de beslagrechter van de plaats van het kantoor waar de belasting moet worden geïnd ».

Art. 23. In artikel 306 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden « wordt de betekening van de in artikel 276 bedoelde beslissing niet gedaan » worden vervangen door de woorden « geschiedt de kennisgeving van de in artikel 276 bedoelde beslissing niet »;

b) het voorlaatste woord « betekend » wordt vervangen door de woorden « ter kennis gegeven ».

Art. 24. Artikel 310bis, § 2, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd door artikel 6 van het koninklijk besluit nr. 23 van 23 mei 1967, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Binnen tien dagen na de kennisgeving van de beslissing waarbij een zakelijke zekerheid of een persoonlijke borgstelling wordt geëist, kan de belastingschuldige een vordering in kort geding tegen die beslissing inleiden vóór de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg van de plaats van het kantoor waar de belasting moet worden geïnd ».

Art. 25. In artikel 315 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in lid 2 wordt het woord « deurwaarders » vervangen door het woord « gerechtsdeurwaarders »;

b) in lid 3 worden de woorden « op termijn » vervangen door de woorden « met tijdsbepaling ».

Art. 26. In artikel 319 van hetzelfde Wetboek wordt het woord « verhaal » vervangen door het woord « beroep ».

Art. 27. In artikel 325 van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het woord « betekenen » wordt vervangen door de woorden « wordt door »;

b) de woorden « kennisgegeven van » worden ingevoegd tussen de woorden « brief » en « het bedrag ».

Art. 28. In artikel 326 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd door artikel 9 van het koninklijk besluit nr. 23 van 23 mei 1967, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in lid 1, wordt het woord « betekening » vervangen door het woord « kennisgeving »;

b) in lid 4, wordt het woord « betekend » vervangen door de woorden « ter kennis gegeven ».

Art. 29. In artikel 327 van hetzelfde Wetboek wordt het woord « betekend » vervangen door de woorden « ter kennis gegeven ».

Art. 30. In artikel 331, lid 1, van hetzelfde Wetboek, wordt het woord « betekening » vervangen door het woord « kennisgeving ».

Art. 31. In artikel 333, lid 2, van hetzelfde Wetboek, wordt het woord « betekening » vervangen door het woord « kennisgeving ».

Art. 32. In artikel 337, laatste lid, van hetzelfde Wetboek, wordt het woord « betekend » vervangen door de woorden « ter kennis gegeven ».

Art. 33. In artikel 338 van hetzelfde Wetboek worden de woorden « zijn verhaal heeft genomen » vervangen door de woorden « beroep heeft ingesteld ».

Art. 34. § 1. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Cependant, les actes valablement accomplis antérieurement restent valables alors même qu'aux termes de la présente nouvelle loi ils seraient irréguliers ou tardifs.

§ 2. Les articles 10, 12, 17 et 18, en tant qu'ils suppriment, pour la détermination de délais, le mot « francs » dans les articles 280, 282, 283, alinéas 1er et 2, 290, alinéa 1er, et 292, alinéa 2, du Code des impôts sur les revenus, ainsi que l'article 16, en tant qu'il remplace les mots « le délai de nonante jours francs » par les mots « le délai de trois mois », dans l'article 289, alinéa 2, du même Code, ne sont cependant pas applicables aux délais en cours à la date de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du Sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 30 mai 1972.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,

A. VLERICK

Vu et scellé du sceau de l'Etat :
Le Ministre de la Justice,

A. VRANCKX

Art. 34. § 1. Deze wet treedt in werking de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

De handelingen die geldig voordien zijn verricht, blijven evenwel geldig, hoewel zij volgens de nieuwe wet onregelmatig of laat-tijdig zouden zijn.

§ 2. De artikelen 10, 12, 17 en 18, voor zover zij, voor het vaststellen van de termijnen, het woord « vrije » schrappen in de artikelen 280, 282, 283, leden 1 en 2, 290, lid 1, en 292, lid 2, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, zomede artikel 16, voor zover het de woorden « een termijn van negentig vrije dagen » vervangt door de woorden « een termijn van drie maanden » in artikel 289, lid 2, van hetzelfde Wetboek, zijn evenwel niet van toepassing op de termijnen die lopen op de datum waarop deze wet in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 30 mei 1972.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,

Gezien en met 's Lands zegel gezegeld :
De Minister van Justitie,

18 JUILLET 1972. — Arrêté royal fixant le montant minimum et maximum des tranches de la Loterie nationale à émettre à partir du 22 décembre 1972

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 1er de la loi du 6 juillet 1964, relative à la Loterie nationale;

Vu l'arrêté royal du 3 février 1965 portant organisation de la Loterie nationale;

Vu l'arrêté royal du 18 août 1970 fixant le montant de la 22e tranche 1970 (supertranche de Noël), de la 7e tranche 1971 (supertranche de Pâques) et de toutes les supertranches de la Loterie nationale qui seront émises à deux cent dix millions de francs;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Le montant des tranches de la Loterie nationale à émettre à partir du 22 décembre 1972 est fixé au minimum à 120 millions de francs et au maximum à 280 millions de francs.

Art. 2. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bonifacio (Corse), le 18 juillet 1972.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,

A. VLERICK

18 JULI 1972. — Koninklijk besluit houdende vaststelling van het minimum- en maximumbedrag van de tranches van de Nationale Loterij uit te geven vanaf 22 december 1972

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet,

Gelet op artikel 1 van de wet van 6 juli 1964, betreffende de Nationale Loterij;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 februari 1965 houdende organisatie van de Nationale Loterij;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 augustus 1970 waarbij het bedrag van de 22e tranche 1970 (superkerstranche), van de 7e tranche 1971 (superpaastranche) en van alle supertranches van de Nationale Loterij die later zullen worden uitgegeven op tweehonderd en tien miljoen frank wordt vastgesteld;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het bedrag van de tranches van de Nationale Loterij uit te geven vanaf 22 december 1972 wordt vastgesteld op een minimum van 120 miljoen frank en op een maximum van 280 miljoen frank.

Art. 2. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Bonifacio (Corsica), 18 juli 1972.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,